

Echange avec Kamel Daoudi

Le theme principal de l'echange portait sur la notion d'Etat de droit comme il se declina dans la Justice, l'Administratif et le Politique, ainsi que leurs nombreuses articulations. En particulier nous avons traite des libertes publiques, du milieu carceral et des regimes auxquels peuvent etre soumis tout citoyen confronte a l'appareil d'Etat. Cette echange se fait dans un contexte d'extension, avec effet cliquet, de l'Etat d'exception.

Breve introduction biographique

Ne en Algerie mais scolarise et forme en France, Kamel vit actuellement separe de sa femme et leurs 4 enfants depuis 4.5 annees. Cette situation fait suite a une decision du ministere de l'interieur et implemente par le prefet du Tarn. Cette separation represente la derniere declinaison de l'acharnement judiciaire et administratif que subit le plus vieil assigne a residence de France.

Les implications et le contexte de son accusation

Pour saisir cette situation, il faut remonter a la denomination de l'accusation qui lui est faite par l'Etat Francais:

Association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste

- Une '*association de malfaiteurs*' indique un rassemblement de personnes ayant pour objectif de mener une action delictuelle (infraction penale)
- "*En relation avec une entreprise terroriste*" est une notion tres floue, qui peut inclure toute activite pouvant etre mise en relation direct ou indirect avec un action terroriste ayant ou n'ayant pas eu lieu.
 - La simple possibilite de contribuer a un projet rentrant dans le champs du "*terrorisme*" peut suffir a acquerir cette denomination.
 - Cette categorie autorise donc une peine avant meme qu'un crime ne soit objectivement commit.

Le deuxieme point est particulierement preoccupant, car cette evaluation est essentiellement laissee a la discretion du procureur/parquet(?) et du juge. Avec notre societe mondialisee et hyper-connectee, virtuellement n'importe quel individus est susceptible de tombe sous cette categorie. De plus le contexte mediatique/politique va essentiellement rendre le prestige des juges et leurs evaluation du dossier le facteur determinant dans cette procesus, bien plus que les elements objectifs du dossier.

Un element important a demystifier concernant la duree des peines et la notion de remise de peine, est que cette derniere est une parti integrante de la decision de justice au moment meme ou la peine originale est prononce. La remise de peine n'est pas une espece de bonus obtenu hors du cadre de la peine prononcee. La remise de peine sert d'incitation a la bonne conduite du comdamne pendant son incarceration. La remise de peine est explicitement pris en compte par la Justice durant la prononciation de la peine. Ceci dit recement cette notion a ete instrumentalisee a des fins politique pour offrir des elements de langage pour des politiciens avide de marqueurs prouvant leur fermete, et l'on constate une inflation des des durees d'incarcerations rognant sur la marge de la remise de peine. De plus la remise de peine est plus une mise a l'epreuve qu'une reelle liberation, car au moindre ecart la personne "liberee" retourne en prison pour finir sa peine originale.

Etat de droit dans une societe de surveillance

La prison avant d'etre un lieu d'isolement est avant une forme de dissuasion, nourri par une mythologie entretenu par les media et la Police elle-meme concernant les conditions de vie du milieu carcerale. Ceci dit l'environnement carceral est tres dur, mais sa realite n'est concretement communique pour le grand public. Les medias vont privilegier les contes d'exactions dans les douches plutot que de couvrir les dynamiques sociales et inter-personnelles entre matons et differents groupes de prisonniers qui vont instaurer un regime d'exploitation et d'abus systemique entretenu par divers trafiques et services en tout genre.

Concernant la notion de prison au sens plus large, elle se decline dans des formes allant au-dela de la simple bastille ou l'on parque des individus.

- Il y a dans le monde carcerale la semi-liberte avec divers technique de tracage (bracelet, pointage au commissariat, etc) qui de l'aveu d'un ex co-detenu et de Kamel lui-meme est plus insupportable que l'incarceration simple
- Il y a les centre de detention administratifs, qui va enfermer aussi bien hommes, femmes et enfants dans cette en apparence plus ouvert mais ou l'arbitraire de l'administration devient source d'anxiete permanente.
- Il y a les hopitaux psychiatriques qui vont interner des individus selon des avis experts ou juste "consensuel" et qui ne peuvent etre libere que sur decision du juge des libertes.
- Il y a enfin les cellules numeriques, carcan invisible tisser par nos appareils dit connectes qui vont traquer notre activite et compiler nos donnees de maniere plus ou moins consenties.

Rapport de Kamel avec la Nationalite

Le passe familial de Kamel (Grand parents combattant des grandes guerres et impliquees dans le FLN) a rendu ce dernier particulierement vigilant vis-a-vis du concept de nationalite et de l'importance a lui donner. Il constate que ce concept est plus souvent instrumentalise par les classes dominante au detriments des classes dominees pour defendre leurs interets et leur domination. De plus cette notion a ete particulierement instrumentalisee recement pour stigmatiser les populations les plus vulnérables de notre territoire, a savoir les travailleurs sans papiers. Ces derniers sont maintenant cibles par la loi du 3 Octobre 2017 qui, sous couvert de lutte anti-terroriste, va faire rentrer ces travailleurs pauvres et sans papiers sous regime administratif et en detention dans des centres de retention. Cette manoeuvre a eu pour objectif d'artificiellement gonfler les statistiques de l'activite securitaire et donc de manifester des elements de langage pour le ministere de l'interieur.

Quel ressenti avec la monte recente de la question raciale

Malgre les evenements recents, pour Kamel la France n'est pas raciste. Son developpement historique est marquee par la rencontre permanente de peuples a ce carrefour que delimite l'hexagone. Neanmoins, on ne peut nier la periode coloniale de cette histoire et l'heritage que cette periode a laissee notamment au sein des institutions qui nous sont parvenues. La France n'a pas encore digeree cette phase et cet heritage se manifeste particulierement dans un contexte difficile comme a present. Les constructions issues de cette periode qui sous-tendent encore en partie dans notre societe aujourd'hui, vont exacerber les difficultes des classes dominees et vont aussi servir d'instrument pour les classes dominantes qui baignent encore dans les vestiges de cet heritage.

Le rapport de Kamel avec la politique

L'assignation a residence que subit Kamel est a apparence au bagne que l'on faisait subir a une epoque que l'on aurait pense revolee. Les contraintes administratives qui viennent avec cette conditions vont litteralement saboter toute tentative de socialisation. Les pointages au poste (jusque 4 par jour) vont segmenter la journee en des periodes tellement courtes que l'on est permanence occupe par soit les trajets au poste, soit a attendre l'approbation de l'administration. De plus il apparait evident que ces actions n'ont aucun but securitaire, il s'agit la pour l'administration de simplement se montrer comme etant dans l'action et la rigueur (avocats de certains agents/juges). Neanmoins, le numerique permet de mitiger ce reel bannissement que represente cette assignation.

L'episode de la perquisition a Carmaux

Au quatrieme trimestre de 2017, Kamel est perquisitionne dans la ville de Carmaux, ville natale de Jaures et ou il est assigne, qui va cristalliser l'arbitraire de la condition de Kamel et la montee en France d'une attitude reactionnaire. A cette epoque, la France est dans un contexte d'etat d'urgence suite aux attentats de St-Denis. Suite a l'attentat de Magnanville, le 13 Juin 2016, qui a vu deux policiers etre cible par des attaques terroriste, la situation de Kamel s'envenime notamment parce-que ses voisins de l'epoque sont eux-meme des policiers. En plus d'etre policier, ce couple se trouve etre sympathisant d'extreme droite. Le maire va contacter Kamel pour lui informer qu'il fait l'objet d'une plainte "anonyme" concernant des comportements suspect de sa part (largement fantaisistes). Le maire refuse de communiquer le nom des delateurs, malgre les craintes de Kamel d'une escalade de l'hostilite a son egard. Il s'ensuit la publication d'une petition revendiquant l'expulsion de Kamel pour des raisons de securite. Pour calmer la situation, le maire decide de mettre sous protection/surveillance la residence de Kamel, exacerbant la stigmatisation de lui et sa famille. Le motif declare etait la protection de Kamel, l'effet objectif fut un quotidien infernal pour lui et sa famille. Cette situation culminera avec une perquisition suite au fait que Kamel par le biais d'une voisine, solidaire a sa situation, a pris connaissance de l'origine de cette hostilite (couple de policiers voisins). Il semblerait que ces policiers aient pris peur et grace a leurs proximite avec le prefet ont sut declencher une perquisition au domicile de Kamel. Cette episode met en evidence le contexte tres particulier de l'appareil d'Etat en milieu rural ou la porosite entre les differents pouvoirs rend caduque le principe de contre-pouvoir.

L'autre lecon importante a tirer de cette episode est le dommage que subit Kamel, mais aussi ses proches suite a une peine qu'il a deja payee. Que ce soit sa femme dont la vie sociale est minee, sa belle-fille qui subit une stigmatisation extreme a un age ou la construction d'une identite et de la socialisation est essentielle, ses freres et soeurs qui n'ont pas put obtenir des postes pour des raisons depassant le cadre professionnel ou son pere qui a souffert de depression, on constate que cette condamnation a coute beaucoup plus que le temps passe en incarceration. Suite a ce constat on peut legitiment se demander si le principe elementaire de la proportionalite de la peine est reellement respectee dans ce cas. Ce principe de proportionalite de la peine est aussi mis a mal lorsque l'on examine le traitement subit par les Gilets jaunes.

Le roman d'une vie

Kamel a souvent ete sollicite pour ecrire un livre, mais sa situation actuelle a rendu sa relation au temps particulierement destructeur, rendant le processus d'ecriture particulierement difficile. De plus dans sa situation il y a toujours le risque que les elements mis sur papier est diffuse puisse nourrir l'acharnement judiciaire et administratif qu'il subit.

Soutien de la societe civile

Si l'on omet le soutien d'Amnesty Internationale et de la Ligue des droits de l'Homme, la société civile ne s'est pas emparée de cette cause. Selon Kamel l'attentat de Merah a éliminé tout espoir de voir naître toute forme d'empathie de masse issue de la société civile à son égard. De plus lorsqu'il essaye de fédérer les autres personnes subissant le traitement de l'assignation à résidence, l'administration va activement saboter cet effort en empêchant la communication entre ces individus ou en rendant encore plus infernal leur quotidien.